

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL / N°91 NOV. 1981 / 3ff. / 30fb. / 2fs. / 0.70 cts. Can.

l'alternative n'est pas "guerre ou paix" mais guerre ou révolution

éditorial

En août 80, les ouvriers en Pologne ont ouvert une brèche énorme pour la lutte du prolétariat mondial et barré la route aux desseins guerriers de la bourgeoisie.

Aujourd'hui, le rapport de forces atteint un nouveau palier.

Ayant réussi, pour le moment, à empêcher la généralisation du mouvement, à isoler les ouvriers en Pologne, la bourgeoisie profite de ce piétinement de la lutte de classe mondiale pour lancer une nouvelle offensive.

Elle poursuit son travail de sape, stérilisant toutes les réactions ouvrières de par le monde, avec l'aide de ses fractions de gauche qui jouent le plus souvent les "opposants" à la politique officielle pour mieux les isoler, les morceler et les vider de tout contenu (voir les articles sur la France et sur la Pologne).

L'échec subi par les campagnes idéologiques bourgeoises sur l'anti-terrorisme et les "droits de l'homme" qui n'ont pas entraîné l'adhésion des masses, n'a pas découragé la bourgeoisie. Aujourd'hui elle repart de plus belle avec :

- la campagne de Mitterrand (voir article) qui tente de faire accepter la misère et la répression au nom de la défense de la "démocratie et de la liberté" dans le monde ;

- la campagne massive "contre la guerre" orchestrée en Europe, dont le but réel est de brouiller la vraie perspective : guerre ou révolution, par une fausse : guerre ou paix, alors que le capitalisme ne peut qu'aller à la guerre (voir article sur le pacifisme).

Au début des années 80, nous avons défini la période qui s'ouvrirait comme une période de confrontation décisive entre les deux grandes classes de la société : la bourgeoisie tend à imposer sa solution -la guerre- et le prolétariat ne peut, face à elle, qu'opposer la sienne : la révolution.

Dans ce sens, en janvier 80, nous disions : "Avec les événements en Afghanistan et toutes leurs répercussions, le capitalisme franchit un pas de plus vers la guerre mondiale. Il serait criminel de se le cacher. Le prolétariat mondial, par son combat, par son refus de se soumettre passivement aux diktats de l'austérité, a empêché jusqu'à présent la bourgeoisie d'imposer sa réponse apocalyptique à la crise de son économie. Il lui faut maintenant porter son combat à un niveau supérieur".

Les ouvriers en Pologne ont répondu à cette attente.

Face à la nouvelle offensive que la bourgeoisie mène cette fois-ci de façon cohérente et organisée au niveau mondial, le prolétariat doit à nouveau "porter sa lutte à un niveau supérieur". Résister chacun dans son usine, dans sa région, dans son pays, ne suffit plus. Briser l'isolement international qu'impose la bourgeoisie est la seule perspective.

"CETTE FOLIE CESSERA LE JOUR OU LES OUVRIERS D'ALLEMAGNE ET DE FRANCE, D'ANGLETERRE ET DE RUSSIE SE RÉVEILLERONT ENFIN DE LEUR IVRESSE ET SE TENDRONT UNE MAIN FRATERNELLE, COUVRANT À LA FOIS LE CHOEUR BESTIAL DES FAUTEURS DE GUERRE IMPÉRIALISTES ET LE RAUQUE HURLEMENT DES HYÈNES CAPITALISTES, EN POUSSANT LE VIEUX ET PUISSANT CRI DE GUERRE DU TRAVAIL : PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !"

(R. Luxembourg, "La Crise de la Social-Démocratie")

Considérer les questions de la guerre du seul point de vue d'un vague humanitarisme ne peut amener à comprendre ce qui détermine les guerres.

C'est le rapport qui existe entre la crise économique et la guerre qui détermine objectivement les véritables enjeux de la situation mondiale. Dans la débâcle économique du capitalisme mondial, à l'Est comme à l'Ouest, l'alternative "guerre ou paix" est tout aussi fautive que "austérité ou prospérité" ; la seule véritable alternative est : guerre ou révolution.

La "paix", le "désarmement", la "prospérité", en pleine crise capitaliste, ne sont que des illusions. Et des illusions qui peuvent coûter cher, comme elles ont coûté cher lors de la 1ère et de la 2ème guerres mondiales. Les vagues déclarations d'intentions pacifistes, les attitudes pacifiques ne peuvent en aucun cas construire la force qui peut s'opposer à la perspective de guerre qu'implique la crise mondiale du capitalisme. Au contraire, ceux qui organisent aujourd'hui les "marches pour la paix" un peu partout en Europe, la gauche, ne font qu'organiser une vaste entreprise de récupération.

Les mobilisations qu'ils préconisent sur les faux mots-d'ordre de paix, font partie d'une vaste entreprise de démobilisation générale face à la crise militaire et économique du capitalisme mondial.

crise et guerre

□ Dans cette ambiance de crise mondiale, le renforcement des préparatifs de guerre, l'accumulation de moyens de destruction monstrueux qui, est-il encore besoin de le dire, dépassent l'entendement, vient, comme une décharge électrique, secouer la conscience de millions de personnes.

La crise économique et le danger d'une 3ème guerre mondiale forment aujourd'hui un couple dont l'unité s'affiche de plus en plus au grand jour. La profondeur de l'une révélant la possible terreur de l'autre.

C'est justement le lien qui existe entre la crise économique mondiale du capitalisme et la guerre qu'il faut saisir pour comprendre la situation mondiale et ses enjeux.

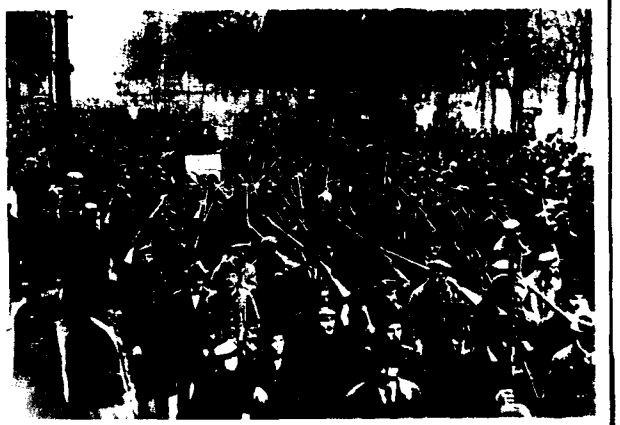
Crise et guerre sont indissociables, le capitalisme détermine nécessairement l'une qui engendre l'autre.

Si la crise n'est pas autre chose que le procès d'auto-destruction du capital

LA LUTTE CONTRE LA GUERRE, LE MILITARISME ET DONC LE CAPITALISME NE PEUT PAS ÊTRE "PACIFIQUE".

LORS DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE SEULE LA LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE PUT S'OPPOSER RÉELLEMENT À LA GUERRE EN FAISANT SIEN LE MOT D'ORDRE INTERNATIONALISTE "TRANSFORMATION DE LA GUERRE IMPÉRIALISTE EN GUERRE CIVILE".

SEUL LE DÉVELOPPEMENT DES LUTTES OUVRIÈRES PEUT EMPECHER LA GUERRE.



"L'équilibre de la terreur" est un mensonge total, du début des années 50 à la fin des années 60, ce n'est pas l'accumulation des bombes atomiques qui a empêché la guerre ; si, durant ces années-là, une 3ème guerre mondiale n'était pas à l'ordre du jour, c'est que la situation économique mondiale ne le nécessitait pas de façon immédiate. Le repos qu'offraient au capitalisme mondial les désastres de la seconde guerre repoussait de quelques années la nécessité d'une troisième guerre mondiale. Et pourtant, les données essentielles de cette 3ème guerre furent données dès la fin de la 2ème guerre, la guerre froide mettant clairement en opposition les deux camps autour desquels allaient s'axer tous les conflits mondiaux. Le bloc des pays de l'Est et celui des pays de l'Ouest.

C'est dans les grandes années de "prospérité" d'après-guerre que sont accumulées à une vitesse accélérée les contradictions économiques qui débouchent aujourd'hui sur la crise économique mondiale. Ici aussi le lien entre la guerre et la crise est net. Les périodes dites de "prospérité" ne sont en fait que des périodes de reconstruction, qui ne peuvent que déboucher sur une nouvelle période de crise. Les années de "paix" ne sont que les années de préparation à la guerre.

(SUITE PAGE 4)

SOMMAIRE

MITTERRAND-REAGAN: MEME COMBAT.....	P.2
POLOGNE:	
LA BOURGEOISIE EST FORTE DE L'ISOLEMENT DES OUVRIERS...	P.3
OUI, LA LUTTE PAYE.....	P.3
MOYEN-ORIENT:	
A QUI PROFITE LE CRIME?...	P.4
SADATE "HOMME DE LA PAIX": UN MYTHE.....	P.4
CHOMAGE ET "DROIT AU TRAVAIL".....	P.6
LES TROTSKYSTES ET L'INTERNATIONALISME.....	P.8

france: les ouvriers face à la gauche >> P.2

les ouvriers face à la gauche

le manque d'adhésion à l'austérité de gauche

□ Siles communiqués gouvernementaux rencontraient l'adhésion populaire, si les gens criaient encore le soir dans la rue "on a gagné !", tout irait pour le mieux pour la bourgeoisie. Il n'en est rien.

Cela ne se juge pas à d'imposantes manifestations de rues (il n'y en a plus depuis le sabotage de celle du 23 mars 1979 par les syndicats). Mais déjà on entend, comme aux usines de celluloïde à St-Gaudens où les ouvriers ont été expulsés par les CRS "de gauche" : "Pour nous, la seule chose qui ait changé depuis le 10 mai, c'est le PDG, et il est pire que le précédent. L'état de grâce, on ne l'a pas vu" ("Libération" du 16.10.81). Les grèves disséminées qui se produisent aujourd'hui sont faibles et isolées relativement à la réaction que nécessiterait la situation de crise mondiale actuelle. Mais elles traduisent un ras-le-bol, une absence d'illusion sur les perspectives de la gauche : à Renault, à la SNCF, à Air-France, aux usines de cellulose d'Aquitaine, aux fonderies d'Alstom-Atlantique (Belfort), dans les hauts fourneaux de Moselle, à l'arsenal de Cherbourg, au centre pétrochimique de Martignes, aux transports routiers des Courriers du Midi... les grèves manifestent l'inquiétude de la classe ouvrière : "Avant, il fallait être responsable (=ne pas faire grève), pour aider la gauche à aller au gouvernement. Maintenant, il faut l'être pour qu'elle y reste", disait un gréviste de Renault.

Le malaise se mesure à un état d'esprit, la bourgeoisie le sait bien qui dispose de sondages, d'enquêteurs sociaux, de journalistes, de syndicalistes : tous ces gens-là sont à même d'apprécier le dégoût et le désintérêt général face aux injonctions gouvernementales, la désillusion et la colère face à la "progressivité et rigueur" dans l'austérité de Mauroy et Cie. La chute du taux de syndicalisation n'a pas ralenti depuis des mois. A Renault, où la réputation de contrôle syndical n'est pas surfaite, il n'y a pourtant que 10 % des ouvriers qui sont syndiqués.

Tout cela traduit une chose : pour les ouvriers, les parolotes de gauche n'ont rien changé de leur vie misérable, de leur fatigue, de leur ras-le-bol. Mais le dégoût n'est pas en soi offensif et la grande victoire de la gauche est de les avoir démoralisés : aujourd'hui, on ne peut plus croire en la gauche, et les perspectives sont de plus en plus sombres sur la crise et la guerre, sans qu'une issue ne se dessine. La classe ouvrière est dans l'expectative.

la perspective de la bourgeoisie

Dans cet état de passivité de la classe ouvrière, les syndicats "gouvernementaux" stérilisent encore assez facilement les grèves. A Renault, les méthodes employées n'avaient rien de très nouveau : l'isolement atelier par atelier, les "journées d'action", les "mouvements de masse" de deux heures... arrivent encore à empêcher toute prise en main de leur mouvement par les ouvriers eux-mêmes. La gauche a même pu envoyer les CRS contre les grévistes à Avranches et à St-Gaudens, sans qu'il y ait de réaction véritable.

Mais le soutien des syndicats aux mesures gouvernementales est inconfortable et les syndicats savent que c'est un jeu dangereux pour eux. Ils savent, avec toute la gauche, avec toute la bourgeoisie, que les mesures qui tombent



QUAND LA GAUCHE GOUVERNE ET QUAND L'"OPPOSITION" DEVIENT LES OUVRIERS EUX-MEMES, LE CADRE DU JEU DEFINI PAR LA BOURGEOISIE ET L'ETAT RISQUE DE VOLER EN ECLATS.

aujourd'hui ne sont rien par rapport à celles de demain, dans quelques mois.

Tous les pronostiqueurs économiques s'accordent à dire que la politique de relance de la gauche va plonger l'économie dans le pire dans peu de temps : inflation, fermetures d'usines, seront alors telles que le temps actuel apparaîtra comme un répit. Déjà, la gauche a été contrainte de dévaluer le franc, alors que son "programme" refusait d'"envisager une telle éventualité".

Faire passer ces futures mesures alors que tous les partis de gauche et leurs syndicats y sont impliqués directement, c'est chose difficile et risquée. Il y a là un grand vide face aux potentialités de révolte d'une classe ouvrière déjà méfiante, quand personne n'est "dans l'opposition" pour brouiller les cartes. Quand l'"opposition" devient les ouvriers eux-mêmes, le cadre du jeu défini par la bourgeoisie risque de voler en éclats.

Tant que la bourgeoisie peut éviter les attaques trop dures, elle

peut endormir les ouvriers avec des promesses.

Elle peut trouver, comme la gauche le fait aujourd'hui, des boucs émissaires : si la gauche ne peut pas faire plus, "c'est la faute aux patrons". A Renault, c'était "la faute à la direction", très dure, qui a répondu par le lock-out et la fermeture aux revendications. Dans une entreprise nationalisée, c'est déjà plus difficile à faire passer, quand c'est de façon évidente l'Etat qui décide de l'évolution de l'entreprise...

Ces thèmes-là ne seront pas suffisants demain. Et la gauche sait qu'elle doit pallier à l'inconfortable posture dans laquelle elle se trouve, en assumant la responsabilité de la crise.

C'est le sens du spectacle des déclarations syndicales qu'on voit aujourd'hui : Maire "tape sur la table" : "Nous voulons que les choses changent sans attendre le redressement de la situation économique."

"Aujourd'hui, le gouvernement s'assoit sur les engagements pré-électorales qu'il avait pris". "Je pousse un cri de colère. Attention, ça commence à aller mal ! Il est temps qu'on parle".

mitterrand-reagan: même combat

□ Après être allé avec ses alliés occidentaux pleurer sur la tombe de Sadate, superviser la mise en place de Mubarak au Caire et appuyer la politique pro-occidentale de "paix" et de "stabilité" au Moyen-Orient contre "le sanginaire ours soviétique" (voir notre article "A qui profite le crime ?") notre infatigable président Mitterrand a encore traversé la moitié de la planète pour aller célébrer à Yorktown l'"alliance historique" de la France avec "la plus grande démocratie du monde" : les USA. Et, passant d'un avion à l'autre, il se retrouve deux jours après, à Mexico, pour soutenir le combat de tous les opprimés du monde avant de se présenter au "sommet de Cancun", Nième réunion et Nième mascarade dont le but déclaré est d'"ouvrir le dialogue Nord-Sud", le dialogue entre "pays riches et pays pauvres".

Nous pouvons être fiers de notre "socialiste" de président qui court aux quatre coins du monde pour voler au secours de la veuve et de l'orphelin, de la liberté, de la démocratie et de la "paix".

Mais voyons de plus près le sens profond de la "croisade" de Mitterrand.

A grand renfort de publicité, à Mexico, il lance son "message historique" :

"A tous les combattants de la liberté, la France lance son message d'espoir... A tous, la France dit : courage, la liberté vaincra..."

La France a dit non au désespoir qui pousse à la violence ceux qu'on prive de tout autre moyen de se faire entendre..."

Voilà donc le problème que Mitterrand redoute et qui le pousse

à tant se dépenser : "le désespoir qui pousse à la violence", en d'autres termes, la lutte de classe, c'est-à-dire, le danger que représentent les mouvements sociaux qui se développent un peu partout dans le monde et qui empêchent les bourgeoisies de l'Est et de l'Ouest d'en découdre entre "gens civilisés" dans une 3ème guerre mondiale. C'est ce que le ministre Cheysson a encore exprimé mieux que tout le monde quand il disait, le 11 octobre dernier, à propos du sommet de Cancun : "Nous croyons que c'est indispensable et que, politiquement, si cette négociation ne démarre pas, nous aurons une tension insupportable qui ne permettra de traiter aucun problème ailleurs".

Quel est donc ce "problème ailleurs" ?

C'est, bien évidemment, la crise mortelle qui a frappé ces dernières années le système capitaliste dans son ensemble et dont la seule "issue viable" pour la bourgeoisie mondiale est l'holocauste généralisé. Face à cette impérative nécessité il s'agit aujourd'hui :

- d'une part de régler les risques de dérapage sociaux,
- d'autre part, d'intensifier les préparatifs militaires et de tenter d'accélérer la marche à la guerre.

Le deuxième objectif, Mitterrand, comme tout bourgeois responsable qui se respecte, en a compris, à l'image de tous ses frères de classe, la nécessité vitale. Plus encore, il a compris que l'heure n'est plus aux tergiversations, héritées du gaullisme, vis-à-vis des USA. Aujourd'hui il faut resserrer les rangs, rationaliser les tâches derrière le leader du bloc et se préparer ainsi, le plus efficacement possible, pour affronter l'"ennemi de l'Est".

La C.G.T., elle, remplace Ségué par Krasucki. Krasucki c'est l'homme lié à la ligne "dure" du PC. Celui qui s'est toujours opposé au "réformisme" du PS.

F.O. renchérit sur son leitmotiv : attention, les syndicats ne sont pas inféodés aux partis, au gouvernement (c'est bien connu...!), le syndicalisme, c'est "l'indépendance pour protéger les travailleurs"...

Ce sont les débuts d'une préparation à combler le vide : "les ouvriers sont mécontents. Ils ont raison. Nous, syndicats, parlant en leur nom, exigeons..." en se mettant à la tête de tout mouvement, les forces d'encadrement peuvent essayer de le faire dérailler. Si aucune force d'encadrement ne se met à sa tête, les rails menent très vite tout mouvement à s'affronter à l'Etat, qu'il soit de droite ou de gauche.

Malgré la position difficile de la gauche au pouvoir en France, il ne faut pas sous-estimer les possibilités de la bourgeoisie.

Aujourd'hui, la classe ouvrière ne s'affirme pas assez pour lui opposer une autre perspective. Tant qu'elle restera dans une attitude de passivité, ou qu'elle n'opposera qu'une résistance larvée, la bourgeoisie aura le jeu facile. Mais les données du combat historique qui se joue entre bourgeoisie et prolétariat ne stagnent pas : la bourgeoisie doit aller plus avant dans ses attaques ; la classe ouvrière ne pourra pas rester sur le terrain de la résistance passive : ou elle s'affirme offensivement face à la logique bourgeoise, ou elle se prépare au pire.

D.N.

C'est ce qu'il est allé faire avec les autres occidentaux au Caire, afin de renforcer la "stabilité" et la "pax americana" au Moyen-Orient. Et c'est ce qu'il est allé faire à Yorktown, afin d'affirmer, aux yeux du monde, avec force et clarté, l'appartenance, sans réserve, de la France au bloc occidental et son soutien zélé à la politique militariste de Reagan.

Par rapport au premier objectif, il semble qu'il y ait un "couac" dans l'orchestration entre Mitterrand et quelques autres- et Reagan. C'est ce que les médias et les "milieux autorisés" ont voulu déceler dans son discours de Mexico et dans son attitude à Cancun.

Quand Reagan s'attaque à l'"anti-terrorisme international", qu'il soutient fermement la répression sanglante de populations entières (Salvador), Mitterrand apporte, lui, "le soutien de la France à tous les combattants de la liberté". Quand Reagan affirme que "tout ce qui est bon pour les USA est bon pour le monde entier", Mitterrand répond : "Il n'y a pas et ne peut y avoir de stabilité politique sans justice sociale". En d'autres termes, quand Reagan impose par la force la politique du bloc, Mitterrand propose "plus de douceur" pour... faire passer la même politique.

L'humaniste qu'il veut paraître propose :

- plus d'aide économique (encore une fumisterie), plus de compréhension, plus de dialogue avec les pays pauvres, afin de les empêcher de passer à l'ennemi.

"C'est en occidentalisant les mouvements de libération qu'on les rend moins dépendants à l'égard de Moscou".

(SUITE PAGE 7)

la bourgeoisie est forte de l'isolement des ouvriers

Les provocations policières à Wrocław et Katowice, le quadrillage du pays par l'armée, la nomination du général Jaruzelski à la tête de l'Etat, ne sont pas des événements que l'on peut séparer les uns des autres : au contraire, ils font partie d'un plan d'ensemble. La bourgeoisie d'Etat se donne les moyens de mater les ouvriers polonais en les menaçant militairement, en faisant de l'Etat une machine soudée par la concentration de l'exécutif, capable d'intervenir efficacement, en même temps qu'elle teste les réactions de la classe ouvrière par diverses provocations policières. C'est le dernier tableau en date du travail que la bourgeoisie mène depuis plusieurs mois, contrairement à l'an dernier où elle réagissait au coup par coup aux initiatives ouvrières. Ce plan de travail, la bourgeoisie l'accomplit grâce au travail de "Solidarité", qui prépare le terrain, permettant à l'Etat de se renforcer pour affronter la classe ouvrière, et par l'isolement de la Pologne qu'elle organise au niveau mondial, de l'Est à l'Ouest.

La combativité des ouvriers en Pologne n'est pas éteinte. Mais elle a les mains liées, et elle est isolée. Seules les réactions du prolétariat dans les autres pays peuvent débloquent cette situation à l'avantage des ouvriers.

□ "Personnellement, je m'entends bien avec Jaruzelski". (Walesa, 18 octobre 1981).

Quand un pont syndical rencontre un pont de l'armée, de quoi parlent-ils ? De l'amour de leur patrie et de la meilleure façon de faire trimer la classe ouvrière, pour le bien de cette patrie. "Solidarité" déclare "ne pas être inquiet de la nomination de Jaruzelski, homme de renouveau". Pourtant, l'arrivée au pouvoir de Jaruzelski, "l'homme qui était contre la répression en 70", n'est en rien un facteur "d'apaisement" : DERRIERE LES PAROLES RASSURANTES DU SYNDICAT, LA POLITIQUE DE DURCISSEMENT DE LA BOURGEOISIE EN POLOGNE S'INTENSIFIE. LA REPRESSION QUE DEVELOPPE LA BOURGEOISIE DEPUIS LE DEBUT DE CETTE ANNEE, C'EST AVANT TOUT CELLE DE L'AGGRAVATION DES CONDITIONS DE VIE IMPOSEES A TOUS LES TRAVAILLEURS. Mais aujourd'hui, elle envisage même une répression plus directe : le ton, plus dur, du gouvernement ("nous ne céderont plus") s'accompagne du quadrillage du pays par l'armée, pour éviter tout débordement du cadre fixé par Solidarité. Une telle présence de l'armée était impensable il y a un an, au moment où le mouvement était le plus fort.

Dans l'amertume du travail qui a repris, plus écrasant que jamais, les ouvriers ont à faire face depuis des mois et des mois, à une épuisante guerre des nerfs pour pouvoir manger. La disparition de produits essentiels sur le marché, le triplement du prix du pain, les hausses de 200 % des produits de consommation courante, la réduction des parts attribuées par le rationnement : l'attaque contre la vie même des classes exploitées n'a cessé de se développer depuis les grandes luttes de l'été 80, atteignant un paroxysme ces derniers mois. Aujourd'hui la bourgeoisie tente même des interventions policières dans des distributions de tracts, ce qu'elle n'aurait jamais osé faire aux débuts du mouvement.

De ton dur en ton conciliant, la classe dominante a imposé aux exploités une vie de plus en plus dure. Pendant ce temps, le "syndicat libre" tissait patiemment autour d'eux une toile paralysante, faite d'isolement des luttes, de dispersion, de cloisonnement, d'appels à rentrer dans le rang afin de "produire plus, toujours plus" pour être de "bons polonais", de découragement en niant toute perspective au mouvement en l'enfermant dans le cadre existant.

Ce n'est pas une tâche aisée pour la bourgeoisie. Au moment même où le gouvernement se met à parler d'"interdiction du droit de grève", d'instauration de l'état de guerre, 12 000 ouvriers étaient en grève à 50 km de la capitale contre la pénurie alimentaire. Aux quatre coins du pays le mécontentement contre la pénurie toujours croissante s'exprime comme cet été, cette fois-ci à partir des usi-

nes. Mais le mouvement de fond contre la situation imposée à la classe ouvrière, contre la pénurie alimentaire, reste morcelé, usine par usine. Pour l'unification du mouvement, les ouvriers font encore confiance à l'appareil de Solidarité. Or, celui-ci fait tout pour que ne surgisse pas la force d'août 80. Les provocations policières contre Solidarité qui ont eu lieu dernièrement à Wrocław et Katowice ne font qu'aider à brouiller le terrain : alors que les luttes actuelles posent le problème de la faim et du froid, Solidarité et le gouvernement détournent le problème sur "la légalité de Solidarité... une fois de plus, comme en mars à Bydgoszcz. Et la direction du syndicat appelle à ... une heure de grève générale (pour laquelle la moitié du pays est "en préparation" depuis quinze jours !) contre... les actions de la milice.

Et pourtant, malgré tout, les réactions spontanées aux récentes provocations policières montrent à la bourgeoisie qu'elle est confrontée à une classe qui n'est pas décidée à se laisser réprimer.

La bourgeoisie sait qu'elle joue encore avec le feu ; elle sait que le mécontentement du prolétariat peut encore exploser et que le déclenchement d'une répression généralisée peut provoquer une situation incontrôlable.

La bourgeoisie prend des risques, mais les faits sont là : "l'ordre ne règne pas encore à Varsovie", mais les conditions de vie des exploités sont chaque jour pires, et la bourgeoisie tente de plus en plus d'imposer sa force et sa police. Ses reculs et les multiples réorganisations de ses appareils politiques (parti et gouvernement, principalement) attestent de ses hésitations et ses difficultés à gouverner. Mais ce qui est dominant aujourd'hui, c'est la capacité de la bourgeoisie à utiliser ces divisions, contre le prolétariat. Ce qui est déterminant c'est qu'elle arrive à manoeuvrer avec ses "durs", ses "mous", ses menaces et ses dialogues, pour museler la classe, l'affaiblir et se préparer à l'écraser.

La bourgeoisie a réussi pour le moment à maintenir enfermée la grève de masse dans les frontières de la Pologne, et c'est la véritable source de sa force.

Dans les pays de l'Est, depuis fin 80, peu de luttes ouvrières ont fait parler d'elles. Ce dont on entend parler, c'est des grandes campagnes stalinienne pour dénigrer la lutte des ouvriers polonais et des manoeuvres des syndicats à l'Est, pendant que les conditions de vie se dégradent de plus en plus vite. A l'Ouest, Reagan peut se permettre de licencier 12 000 ouvriers pour fait de grève, sans qu'il y ait de réaction véritable. La Pologne n'est

pas un fait isolé. C'est la bourgeoisie internationale qui, aujourd'hui, peut se permettre d'attaquer la classe ouvrière. Elle sait que c'est un moment où c'est encore possible, et que ce moment risque de ne pas durer.

C'est pourquoi elle tape fort en Pologne aussi, malgré la combativité et la force d'une classe ouvrière qui, pendant un an, a beaucoup appris sur comment se battre, mais qui, isolée internationalement, ressent le poids du manque de perspectives : quand on se heurte au mur de l'économie nationale, on ne peut qu'avoir du mal à développer une conscience claire de ses buts et de ses moyens.

Internationalement, la bourgeoisie fait tout pour minimiser le mouvement en Pologne, en dénaturant les apports de cette lutte

énorme de potentialités qui étouffe dans le cadre trop étroit de ses frontières. Ce que craint par dessus tout la bourgeoisie, c'est que les enseignements de la Pologne n'alimentent le mouvement de colère qui monte chez les ouvriers du monde, à l'Est comme à l'Ouest.

La contradiction qui existe en Pologne existe partout : si la bourgeoisie a le dessus aujourd'hui, cela n'implique pas que le rapport de forces évolue en sa faveur de façon générale. Tout indique que les mesures qu'elle doit prendre "passeront" de moins en moins facilement.

MAIS, POUR LE MOMENT, LA BOURGEOISIE CONTINUE D'ETRE FORTE DE L'ISOLEMENT DE LA POLOGNE.

D.N.

oui, la lutte paye

La bourgeoisie impose sa vision du monde dans la tête de ceux qu'elle exploite. Tenant le monopole exclusif de la transmission des informations dans le monde, elle les manipule à sa guise. Dans certains cas, les "silences" sur les luttes ouvrières dans le monde pourraient éventuellement être attribués à l'inconscience qu'elle a de l'importance historique des actions de ceux qu'elle ne considère qu'avec mépris. Mais, pour la Pologne, c'est sciemment qu'elle manoeuvre, dans tous les pays, faisant tout pour dénaturer le mouvement des ouvriers. De l'Est à l'Ouest, la bourgeoisie a eu peur. Et elle fait tout pour que la lutte en Pologne soit vue comme un facteur de chaos, sans autre perspective qu'une misère grandissante. Si elle arrivait à empêcher que les leçons de la Pologne ne soient reprises dans les luttes du monde, elle s'ouvrirait une voie plus facile pour imposer sa perspective barbare à l'humanité : la guerre. NON, LES LUTTES NE SONT PAS RESPONSABLES DE LA CRISE.

□ Du communiqué de Moscou accusant les grèves d'avoir créé l'anarchie économique en Pologne (dans ce pays présenté comme le plus "favorisé" du bloc de l'Est) aux convictions occidentales que l'économie de la Pologne ne peut surnager dans une telle situation sociale, les bourgeois répandent l'idée que ce sont les grèves qui sont responsables de la crise. Leur cynisme est sans limite.

D'abord, parce que c'est en réaction à cette crise que les ouvriers se sont mis en lutte. C'EST LA CRISE QUI PROVOQUE LA LUTTE ET NON LA LUTTE QUI PROVOQUE LA CRISE. Cette crise qui, en août dernier les affamait déjà, bien avant que les grèves ne soient venues "troubler la production".

ENSUITE, PARCE QUE L'APPROPRIATION DE LA CRISE EST LOIN D'ETRE UN "PHENOMENE POLONAIS". Dans bien d'autres pays où la classe ouvrière ne fait rien pour entraver "la bonne marche" de l'économie capitaliste, la production doit baisser, faute d'être vendue, des usines ferment, les chômeurs deviennent légions. La dernière année en Grande-Bretagne, par exemple, a été caractérisée aussi bien par le plus faible nombre de grèves depuis la 2ème guerre mondiale que par l'aggravation de la crise économique la plus spectaculaire depuis les années 30.

Ce ne sont pas les grèves qui provoquent la chute de la production, ce sont les aberrations des lois économiques marchandes qui sont devenues anachroniques et obsolètes historiquement depuis près d'un siècle.

Partout, on se retrouve devant la même certitude : cette crise n'est pas passagère. Elle enfonce le monde entier dans une logique folle où la misère s'accroît alors qu'on ferme les centres de production de biens de consommation et qu'on relance ceux de la production guerrière.

Les pays de l'Est ont une légère avance sur l'occident dans la vision de l'enfer. Ce n'est pas spécifique à la Pologne : en Roumanie, la pénurie est à l'extrême (la viande disparaît du

marché, le stockage de nourriture est passible de 3 mois à 5 ans de prison) et l'endettement du pays est aussi fort qu'en Pologne. Et pourtant, il y a peu de grèves... En Russie même, la pénurie alimentaire est pire qu'en Pologne. En septembre, "Libération" titrait : "comment faire accepter aux ouvriers russes que les polonais se battent contre les restrictions de viande, alors que leur ration est trois fois inférieure ?"

Et, en Russie non plus, ce ne sont pas les grèves...

Mais, dit-on aux ouvriers de l'Est, la Pologne était un pays "privilegié". Un grand effort avait été fait pour son industrialisation. Le niveau de vie y était plus élevé que partout ailleurs à l'Est. Si ce pays a fait cette chute vertigineuse, c'est à cause de la désorganisation de la production provoquée par les grèves.

La "désorganisation de la production" n'est pas imputable aux ouvriers. CETTE DESORGANISATION, C'EST CELLE DU MARCHE CAPITALISTE MONDIAL, AVEC SES CONTRADICTIONS DEVENUES DE PLUS EN PLUS INSURMONTABLES. L'effort d'industrialisation de la Pologne a été accompli avec l'aide d'investissements occidentaux. Aujourd'hui, comme partout ailleurs, les secteurs développés en Pologne (chantiers navals, métallurgie) s'effondrent : la Pologne ne peut plus vendre sur le marché mondial, de plus en plus rétréci et difficile. Son "effort d'industrialisation" ne peut être rentabilisé. En outre, elle doit encore payer les achats des années "d'industrialisation" puisque tout était acheté à crédit.

Dans ce contexte, les baisses de production dues aux grèves ne sont qu'une goutte d'eau dans l'océan, même si elles ne facilitent pas le travail des gestionnaires du capital.

Non, les grèves ne sont pas responsables de la crise. Au contraire, elles sont le seul moyen d'en sortir. ELLES SONT LA SEULE VOIE POUR ROMPRE AVEC LA LOGIQUE DU CAPITALISME, DONT LES LOIS SONT TOUJOURS EN DEFAVEUR DE LA MAJORITE et plus encore en temps de crise.

(SUITE PAGE 7)

une seule alternative: guerre ou révolution

(SUITE DE LA PAGE 1)

Si dans les pseudo périodes de "prosperité" se sont accumulées les contradictions économiques, durant les pseudo années de "paix" se sont accumulés les moyens d'une 3ème guerre mondiale.

Le lien qui existe entre la crise et la guerre pose déjà nettement que l'alternative face à la situation mondiale n'est ni "prosperité" ou "austérité", ni "guerre" ou "paix", mais ne peut être que guerre ou révolution.

la guerre et le pacifisme

La préparation de la guerre est, par contre, elle, bien concrète, les déclarations de Reagan sont claires. En fait, le flou des déclarations "pacifistes", le spectacle des "marches pour la paix" permettent aux préparatifs de guerre de s'affirmer nettement, de s'imposer massivement.

La question qui se pose est : le "pacifisme" est-il ou non un moyen efficace de lutte contre la guerre ? A CELA NOUS REPONDONS CATEGORIQUEMENT : NON !

- L'expérience le démontre amplement. Les deux guerres mondiales, ainsi que la période de guerre froide, ont toujours été précédées de larges mouvements pacifistes animés, encadrés, dirigés par la gauche. Dans ces mouvements, la gauche, non seulement n'a pas empêché les guerres, mais de plus a préparé le lit du militarisme où la gauche s'est vautrée pendant la première et la deuxième guerres mondiales.

Ici il faut renverser le dicton qui est la philosophie affichée de l'Etat : "Si tu veux la paix, prépare la guerre", la réalité est plutôt : "Si tu prépares la guerre, parle de paix".

D'ailleurs, de manière générale déjà, la guerre ne se fait jamais au nom de la guerre mais toujours au nom de la paix. Quand les blocs russe et américain préparent activement la guerre, ils le font au nom de la "paix mondiale". Le bombardement atomique d'Hiroshima a été fait, lui aussi, au nom de la paix.

Bonn : la récupération

Bonn, 11 octobre : 300 000 personnes sont réunies pour une marche de la paix :

"Pendant près de quatre heures ces 300 000 personnes ont écouté des discours pacifistes déjà connus... Ils sont restés ainsi debout, au coude à coude, sous une fine pluie froide... Pour supporter ce rassemblement sinistre et répétitif, il fallait vraiment qu'ils aient la foi !" ("Libération", 12.10.81).

Les manifestations pacifistes comme les marches pour la paix qu'organise en ce moment la gauche dans toute l'Europe n'ont pour seul but que :

1°) de brouiller les cartes par leurs mots d'ordre pacifistes
2°) d'aneantir l'idée d'une alternative possible face à la guerre et à la crise du capitalisme. L'impuissance manifeste de tels "rassemblements humanitaires" contre la guerre n'aboutissent finalement qu'à entretenir l'idée que la guerre est inévitable, qu'on n'y peut rien, que finalement "l'ennemi", l'"opresseur", c'est "les autres", et que bien qu'on soit contre la guerre, il faut tout de même se "défendre".

Les grandes déclarations sur la paix s'alternent avec celles de la nécessité de préparer celle-ci. La lutte contre la guerre se ramène à de vagues déclarations humanitaires, se réduit à la lutte contre l'installation de tel ou tel missile nucléaire, entretient plus qu'un flou artistique sur les causes, les buts et les moyens d'une véritable lutte contre les perspectives de guerre. Souvent, cette fameuse "lutte pour la paix" se conclut par l'affirmation de la guerre elle-même :

"L'occident de toutes façons est de taille, en matière d'armes atomiques, à faire face à l'Est sans déployer de nouvelles fusées". (E. Eppler, membre du présidium du SPD, lors de la manifestation de Bonn, "Libération", 12/10/81).

Considérer la question de la guerre d'un point de vue humanitaire ne peut permettre ni de comprendre ce qui détermine les guerres, ni, encore moins, de s'opposer efficacement à la perspective d'une autre guerre mondiale.

Pour la bourgeoisie, les "pacifistes" sont autant nécessaires que les "bellicistes" pour faire passer le message, pour habituer les populations à l'idée de la guerre, comme elle les habitue à l'horreur par le spectacle d'une guerre nucléaire qu'elle diffuse, l'air désolé, quotidiennement par le réseau des médias, radio, télévision et journaux. Le "dialogue" entre les "pacifistes de gauche" et les "bellicistes de droite" n'a pour fonction que de donner la parole à la bourgeoisie et lui permettre, en brouillant les cartes, de dire ce qu'elle veut de la guerre.

pacifisme, nationalisme et paix sociale

Avec le pacifisme, la gauche du bloc occidental a aussi trouvé un mot d'ordre, le thème d'une campagne qui lui permette de refaire le plein dans ses rangs, qui lui permette de retrouver "l'écoute des masses". Elle en avait bien besoin.

Les discours pacifistes de la gauche sont un canal à travers lequel la gauche peut faire passer une idéologie nationaliste et de paix... sociale.

Le neutralisme, un certain "anti-américanisme" ne s'appuient sur aucune réalité concrète au sein du bloc américain où les nations serrent de plus en plus les rangs. L'attitude de Mitterrand aux USA est, sur ce sujet, éloquente. Par contre, ils permettent de développer de façon indirecte, sans choquer les consciences, une pensée, une démarche, une attitude FONDAMENTALEMENT NATIONALISTES. Et pour la bourgeoisie, c'est cela qui est important.

Si le "neutralisme" permet de développer des thèmes nationalistes, le "pacifisme" permet, lui, d'essayer d'inculquer aux les exploités une mentalité pacifique, passive, bien utile à la bourgeoisie dans la guerre sociale, dans la lutte de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat, qu'attise chaque jour l'approfondissement de la crise économique.

Ainsi le pacifisme prépare le terrain de la guerre en maintenant la "paix sociale" et cette paix-là est la seule paix pour laquelle se bat réellement la gauche.

C'est ce que dénonçaient les révolutionnaires lors de la 1ère guerre mondiale :

"La suppression de la lutte de classes a donc été une mesure parfaitement unilatérale. Tandis que pour la classe ouvrière, l'ennemi de l'intérieur", c'est-à-dire l'exploitation et l'oppression capitalistes, a continué d'exister, les dirigeants de la classe ouvrière : la social-démocratie et les syndicats, dans un mouvement de magnanimité patriotique, ont livré sans combat la classe ouvrière à son ennemi pour toute la durée de la guerre. Tandis que les classes dominantes restent sur pied de guerre, en possession de tous leurs droits de propriétaires et de maîtres, la social-démocratie a ordonné au prolétariat de "désarmer". (Rosa Luxembourg, "La crise de la social-démocratie")

La "paix sociale", l'"union nationale", le nationalisme qui drapent le tout, sont les fondements de toute situation de guerre et ils sont aussi les fondements des campagnes "pacifistes".

crise, guerre et révolution

Un mouvement qui s'oppose véritablement à la perspective de guerre ne peut être qu'un mouvement qui brise le cadre de la guerre : les frontières nationales, un mouvement qui aille vers l'uni-



LES MANIFESTATIONS PACIFISTES COMME LES MARCHES POUR LA PAIX QU'ORGANISE EN EUROPE LA GAUCHE ONT POUR BUT D'ANEANTIR L'IDEE QU'UNE ALTERNATIVE EST POSSIBLE FACE A LA GUERRE ET A LA CRISE DU CAPITALISME.

L'IMPUISSANCE MANIFESTE DE TELS RASSEMBLEMENTS CONTRE LA GUERRE N'ABOUTIT FINALEMENT QU'A ENTRETEENIR L'IDEE QUE LA GUERRE EST INEVITABLE.

fication de la société humaine à l'échelle mondiale, un mouvement solidaire internationalement, une lutte internationale et internationaliste, qui est l'antithèse absolue de la guerre qui est, du point de vue ouvrier, "un suicide de la classe ouvrière" comme le dit Rosa Luxembourg :

"Ici encore la guerre actuelle s'avère, non seulement un gigantesque assassinat, mais aussi un suicide de la classe ouvrière européenne. Car ce sont les soldats du socialisme, les prolétaires d'Angleterre, de France, d'Allemagne, de Russie, de Belgique qui depuis des mois se massacrent les uns les autres sur l'ordre du capital, ce sont eux qui enfoncez dans leur coeur le fer meurtrier, s'enlaçant d'une étreinte mortelle, chancelant ensemble, chacun entraînant l'autre dans la tombe". (R. Luxembourg, ibid).

Lors de la manifestation pacifiste de Bonn, un avion survolait la manifestation tirant derrière lui une banderole : "Qui manifeste à Moscou ?"... "Provocation" se sont écriés les organisateurs de la manifestation. Mais de la manifestation ne s'est élevé aucun appel à la solidarité avec les ouvriers des pays de l'Est, aucun appel à unifier les efforts et les luttes des ouvriers des deux blocs antagoniques, et, pourtant, en cas de guerre, ce sont eux qu'on appellera à se massacrer mutuellement.

Il n'y avait personne qui manifestait à Moscou pour la paix lors de la manifestation de Bonn. Mais en Pologne depuis plus d'un an, il y a une classe ouvrière qui a lutté de façon acharnée contre son Etat et qui, aujourd'hui, crève de son isolement. 300 000 personnes à Bonn contre la guerre" et pas un mot d'ordre, pas la plus petite déclaration de "solidarité" avec les ouvriers polonais et les autres ouvriers des pays de l'Est qui, dans la perspective de guerre, sont présentés comme "les ennemis".

Entin, nous ne pouvons pas reprocher aux manifestations pacifistes de ne pas être internationalistes et révolutionnaires alors qu'elles ont pour vocation et pour tâche d'enrayer le processus qui mène vers la révolution mondiale.

Sans l'affirmer dans de grandes déclarations humanitaires, la lutte de classe en Pologne constitue dans la pratique un véritable frein à la perspective

de la guerre mondiale, de la même manière que les soulèvements révolutionnaires des années 1917 ont contraint la bourgeoisie à stopper la guerre mondiale, de la même manière que les soulèvements, les grèves en 1944 en Italie, ont contraint la bourgeoisie italienne à se retirer de la guerre mondiale :

"La bourgeoisie a montré dans la deuxième guerre comment elle a parfaitement assimilé les enseignements de la première pour ce qui concerne les dangers de révoltes ouvrières.

En 1943, c'est volontairement que l'Angleterre ne profite pas de l'avantage donné par l'effondrement de l'armée de Mussolini et s'abstient d'envahir le nord de l'Italie, laissant à l'armée allemande le soin de réprimer les luttes des ouvriers de Milan et de Turin. Comme l'expliquait Churchill, c'était la politique de "laisser les Italiens mijoter le temps nécessaire dans leur jus". La même politique sera employée par l'armée russe qui pendant trois jours reste devant les portes de Varsovie et de Budapest qui sont soulevées, pour laisser le temps nécessaire à l'armée allemande en déroute pour accomplir la saignée judicieuse. Ce sera ensuite l'avance précipitée des armées aussi bien russes qu'américaines, en Allemagne pour relever au plus vite l'appareil défaillant hitlérien afin d'écraser dans l'oeuf toute tentative de soulèvement". (Revue Internationale n° 26, "Les conditions historiques de la généralisation de la lutte de la classe ouvrière").

La bourgeoisie -et cela vaut pour toutes les bourgeoisies, à l'Est comme à l'Ouest- ne peut manœuvrer sur le sur ce front là, ses meilleurs officiers mains libres sur le front social, et sur ce fait-là, ses meilleurs officiers sont la gauche, ses meilleurs états-majors, les syndicats.

Il n'y a qu'une seule force qui puisse s'opposer à la perspective d'une 3e guerre mondiale, c'est la force qui sera capable de briser le mur de Berlin, non pas pour réunifier la "nation allemande" mais pour unifier la lutte des ouvriers des pays de l'Est et de l'Ouest par delà toutes les frontières nationales. Cette lutte-là ne peut être qu'une lutte révolutionnaire qui s'attaque aux racines du mal, aux causes de la crise et de la guerre, une lutte qui s'attaque au capitalisme et à ses différents Etats nationaux.

Prénat

MOYEN-ORIENT

LE BLOC OCCIDENTAL RENFORCE SES POSITIONS

Le Moyen-Orient est sur la scène internationale une zone stratégique de la plus haute importance, militairement et économiquement. La seule chose qui en ait jamais résulté pour les populations de cette région du monde, n'est que guerre, misère et répression sanglante quand celle-ci osait se révolter.

L'installation au Moyen-Orient d'une armada du bloc russe facilitée par la décomposition de la place forte que constituait l'Iran pour les américains, s'inscrivait directement dans les visées du bloc russe cherchant à obtenir une emprise plus forte dans cette région. Politique qui s'intègre dans ses plans impérialistes d'ensemble.

Tous les événements qui ont secoué le Moyen-Orient ces derniers mois, entre le moment de la prise de Kaboul jusqu'à la mort de Sadate trouvent leur logique dans les tentatives des USA pour contrecarrer l'impérialisme russe dans cette région, compenser la perte de la place-forte qu'était l'Iran et répon-

dre à l'invasion de l'Afghanistan : que ce soit pour éliminer le foyer de déstabilisation que représentent les bases palestiniennes au Liban en les faisant bombarder par Israël, ou que ce soit -toujours par l'intermédiaire d'Israël- le bombardement des centrales irakiennes pour prévenir, en particulier la Lybie et son fameux général Khadafi que les USA ne toléreraient pas des tentatives de déstabilisation dans cette région.

Pour que le tableau soit complet, et que les USA aient répondu globalement à l'avancée du bloc russe à travers l'invasion de l'Afghanistan, une unification des pays arabes derrière le bloc US était nécessaire; Sadate la rendait impossible.

Avec la disparition de Sadate le travail des USA dans ce sens là est aujourd'hui libéré d'une de ses principales contraintes.

assassinat de Sadate A QUI PROFITE LE CRIME

□ Sadate est mort comme il a vécu. Son ascension s'est faite successivement sous les auspices nazis, staliniens et occidentaux. Responsable d'une guerre, il s'est trouvé prix Nobel de la paix dans la mascarade des médias capitalistes.

Son assassinat a été le prétexte à une campagne de l'occident, plutôt alarmiste et accusant la Lybie et l'URSS. Sadate n'était-il pas pro-occidental?

Pourtant, à qui le crime profite-t-il? D'abord au bloc occidental. L'élimination de Sadate correspond à un plan de réorganisation des forces du bloc occidental dans cette région "chaude".

Ce plan vise deux objectifs :

1) Sur le plan intérieur, la situation se dégradait rapidement. La personnalité de Sadate cristallisait contre elle non seulement la colère de la population qui subit de plus en plus durement les effets de la crise, mais aussi de secteurs de plus en plus larges de la bourgeoisie et même de l'armée. Du point de vue des intérêts stratégiques du bloc occidental une situation "à l'iranienne" ou à la "polonaise" en Egypte serait une catastrophe. La mort de Sadate doit faciliter l'établissement d'une relève politique et un meilleur consensus au sein de la bourgeoisie égyptienne.

2) Sur le plan international, Sadate était de plus en plus isolé au sein du bloc occidental et des pays du monde arabe, alors qu'au lendemain de la guerre de 73, il pouvait prétendre au leadership des pays arabes, dans la continuité du mythe nassérien. L'impasse des accords de Camp David, l'isolement qui s'est traduit par la fermeture des robinets financiers saoudiens et la nécessité pour l'occident de pousser l'offensive contre la pression russe dans cette région (Lybie, Ethiopie, Yémen du Sud, Syrie) ont été l'arrêt de mort de Sadate. Sa disparition doit faciliter la réorganisation militaire du bloc occidental au Moyen-Orient.

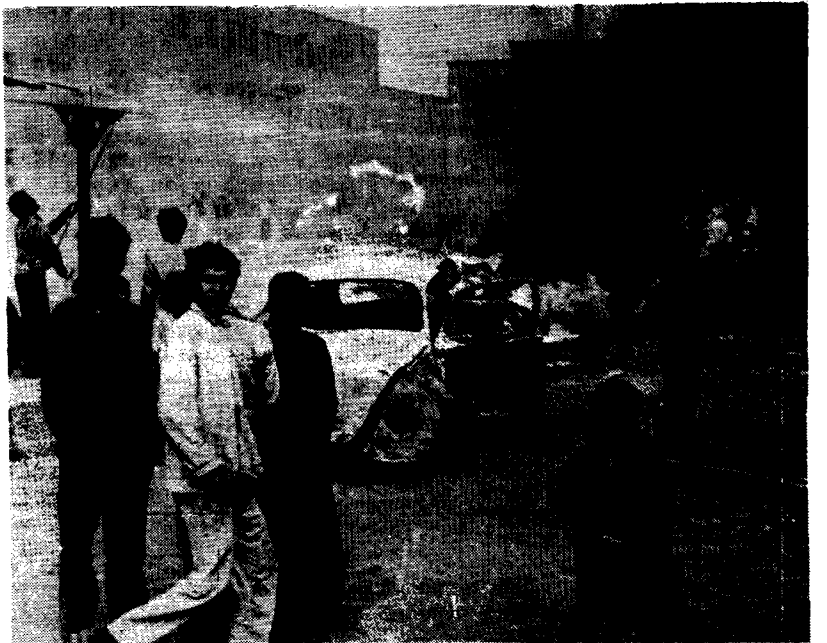
Pour ces raisons le bloc occidental est pressé. A peine le cadavre enterré, les déclarations vont bon train et confirment ce que nous disons : Cheysson ministre français des affaires étrangères déclare que "la disparition de Sadate fait disparaître un obstacle du rapprochement inter-arabe" les anciens présidents américains Ford et Carter annoncent que dorénavant il est possible de discuter avec l'OLP, laquelle OLP se rallie par la voie d'Arafat au plan de paix saoudien. Les américains donnent le ton en organisant immédiatement des manœuvres conjointes américano-égypto-saoudiennes en Egypte qui marquent la volonté de renforcement militaire face à la Lybie et la fin de la rupture entre l'Arabie Saoudite et l'Egypte. Les aides financières provenant des émirats parviennent à nouveau.

La stabilisation politique et sociale et le renforcement militaire ont été les facteurs déterminants de la mort de Sadate. Dans la bourgeoisie décadente, l'assassinat politique devient une méthode de gouvernement. En insinuant que cette exécution est l'œuvre des russes ou des lybiens, les occidentaux ne font qu'exprimer ce que la bourgeoisie est capable de faire, c'est à dire ce qu'ils font eux-mêmes.

SADATE, "HOMME DE LA PAIX": UN MYTHE

EN FAIT D'"HOMME DE PAIX", LA SEULE "PAIX" QU'AIT REPRÉSENTÉ SADATE, ÉTAIT "LA PAIX SOCIALE", C'EST À DIRE L'ORDRE BOURGEOIS PAR LA TERREUR D'ÉTAT. ET SES MOYENS N'ÉTAIENT PAS PACIFIQUES.

LES 17 ET 18 JANVIER 1977 AU CAIRE, LORS DES ÉMEUTES CONTRE UNE HAUSSE DE 40% DES PRODUITS ALIMENTAIRES DE PREMIÈRE NECESSITE, LA RÉPRESSION A MIS À SON ACTIF PLUSIEURS DIZAINES DE MORTS ET DES CENTAINES DE BLESSÉS.



□ A l'occasion de l'assassinat de Sadate, la presse et l'ensemble des médias nous auront donné une nouvelle preuve de leur abjection. La télévision, les couvertures d'hebdomadaires, les journaux, nous ont à satiété montré son portrait accompagné des éloges funèbres les plus dithyrambiques et consternés. On a même vu réapparaître Giscard sur le petit écran pour nous parler de son "ami Sadate".

Partout, Sadate a été présenté comme "l'homme de la paix", victime de sa quête infatigable et courageuse de ce "bien précieux". Il est quand même nécessaire de préciser quelques "détails".

Malgré toutes les rodomontades qu'on lui connaissait, le "Raïs" précédent, Nasser, n'avait jamais fait, ni en 56, ni en 67, ce que le "pacifique" Sadate a fait en 1973 : déclencher directement la guerre contre Israël. C'est vrai que dans le concert des brigands impérialistes, il importe peu de savoir qui formellement prend l'initiative d'une guerre : tous les camps sont responsables au même titre que l'ensemble d'un système qui porte avec lui la guerre et les massacres. Mais, dans la mesure où la bourgeoisie, dans sa propagande, emploie souvent la distinction entre les "agresseurs" et les "agressés", il était intéressant de noter qu'aujourd'hui elle a oublié qui avait déclenché la guerre du "Kippour" en 1973.

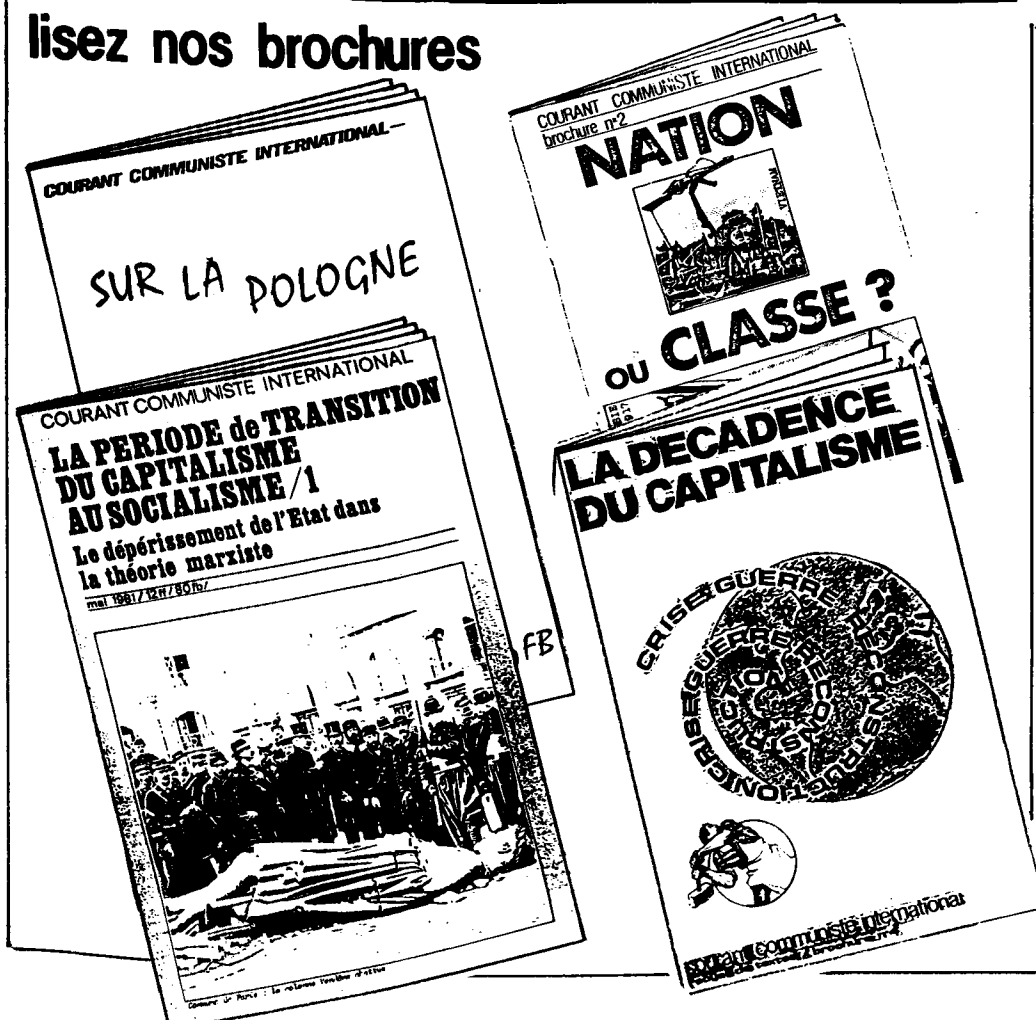
Mais ce n'est pas le seul "oubli" de la propagande bourgeoise. Sadate est présenté comme "homme de la paix" parce que c'est lui qui, à Camp David, sous l'égide de Carter, a signé un traité avec Begin. C'est là un autre mensonge de la bourgeoisie : faire croire que ses paroles ou même ses traités de paix préparent vraiment la paix. En fait, la paix entre Israël et l'Egypte s'inscrivait directement dans les préparatifs de guerre de l'ensemble du bloc occidental. La paix de Camp David était une "Pax Americana" destinée à renforcer les positions des USA au Moyen-Orient et notamment à transformer l'Egypte en base militaire de l'occident ainsi qu'en "gendarme" de la région. Pour cela, Sadate avait même reçu le prix Nobel de la paix en compagnie de la "Colombe" bien connue, Begin, comme en d'autres temps Kissinger et Le Duc Tho, autres bouchers notoires.

La bourgeoisie occidentale, mobilisant tous ses médias, verse des larmes de crocodile sur Sadate.

Elle n'hésite pas à présenter comme un héros un chef d'Etat qui s'est avant tout illustré dans son pays comme "affameur du peuple" d'abord et comme responsable d'une sanglante répression faisant plusieurs dizaines de morts et plusieurs centaines de blessés en janvier 1977 à la suite d'une vague de luttes ouvrières et d'émeutes de la faim. Sadate était le digne précurseur d'une riche lignée de massacreurs de mouvements sociaux: Hassan II à Casablanca, Bourguiba à Gafsa, Chadli à Alger et Tizi-Ouzou. C'est vrai : Sadate n'était pas bon pour le pain ! comme l'ont rapporté les interviews de la population, et ce n'est pas par hasard que celle-ci a été tenue à l'écart des fastes des funérailles. C'est, à n'en pas douter, pour ses bons et loyaux services comme homme lige de la guerre impérialiste et comme ennemi déclaré du prolétariat que les chefs d'Etat et les médias de la bourgeoisie occidentale n'ont pas tari d'éloges funèbres à son égard.

F.M.

lisez nos brochures



chômage et "droit au travail"

□ Le "droit au travail" que les bonnes âmes de gauche, syndicats en tête, présentent comme un slogan pour lutter contre le chômage n'a jamais été une revendication ouvrière.

Des illusions ont certes pu peser sur un tel mot d'ordre mais la lutte prolétarienne n'a jamais pu et ne pourra jamais s'exprimer et se mobiliser derrière cette bannière mensongère.

LE "DROIT AU TRAVAIL" N'EST PAS UNE REVENDICATION OUVRIÈRE

Le travail n'est pas un droit pour le prolétaire. Seule la bourgeoisie peut trouver le cynisme de présenter ainsi la condition ouvrière comme un "droit". Pour tout prolétaire le travail salarié n'est qu'un devoir, une nécessité qui lui est imposée pour survivre. C'est une situation où toute sa vie sociale est conditionnée par l'état de simple marchandise où il est réduit. C'est une situation qui le prive précisément de tout "droit", de toute garantie pour assurer sa subsistance et qui, au contraire, le livre comme objet, au même titre que n'importe quelle autre marchandise, aux lois de l'offre et de la demande sur le marché du travail.

Jamais encore la société n'avait secrété de classe exploitée connaissant une telle insécurité dans ses conditions d'existence, si totalement dépourvue de droits et totalement séparée des moyens de production. Comme le rappelait Rosa Luxembourg (dans son "Introduction à l'économie politique") :

"Si exploité et pressuré que fût l'esclave public égyptien ou l'esclave privé grec, aussi grand que fût l'écart entre son maigre niveau de vie et l'opulence de son maître, sa situation d'esclave lui assurait quand même l'existence. On ne laissait pas mourir d'inanition les esclaves, comme personne ne laisse mourir son cheval ou son bétail. C'est la même chose au temps du servage médiéval : tout le système de dépendance féodale où le paysan était attaché à la glèbe et où chacun était le maître d'autres hommes ou le serviteur d'un autre ou les deux à la fois, ce système attribuait à chacun une place déterminée. Aussi pressurés que furent les serfs, aucun seigneur n'avait le droit de les chasser de la glèbe, donc de les priver de leur moyen d'existence. Les rapports féodaux obligeaient le maître à aider les paysans en cas de catastrophes, d'incendies, d'inondations, de grêle, etc."

Il n'en est plus de même pour les prolétaires. Pour eux, la menace du chômage et le chômage effectif sont des aspects inséparables de leur condition. Ils sont totalement à la merci des crises du capitalisme. Et aujourd'hui, le capitalisme a réduit les 2/3 de la planète à crever de faim, ayant détruit toute possibilité de survivre autrement qu'à travers lui, mais étant incapable d'intégrer les populations à sa production.

Le seul "droit" qu'ait jamais accordé la bourgeoisie au prolétaire, c'était celui de venir grossir le flot de milliers de ses semblables, avec non pas le "droit" mais la nécessité, dès l'origine du capitalisme, d'entrer dès le plus jeune âge, à la fabrique, à la manufacture, à l'usine. Le "droit" même de survie du prolétariat ne pouvait exister que moyennant un travail de 14 ou 16 heures de travail quotidien. Pour le prolétaire, le travail sous la domination capitaliste a toujours signifié la nécessité de subir, 24 heures sur 24, jour après jour, dans sa chair et dans son esprit, une incessante et humiliante mutilation de sa vie, une totale dépendance matérielle envers ses exploiters, un univers de souffrances matérielles comme morales, physiques comme psychiques que crée l'exploitation.

Cela signifiait par contre pour la bourgeoisie le "droit" de bafouer dès l'origine à chaque instant les mots écrits en lettres d'or sur les drapeaux flottant aux façades des hôtels de ville : ceux de LIBERTE, EGALITE, FRATERNITE.

Sous les oripeaux de la démocratie bourgeoise, sous l'idéologie républicaine, sous le label des "droits de l'homme et du citoyen" avec lesquels elle fait sa propagande de paix entre les classes, sous l'appareil juridique dans lequel elle a codifié son pouvoir sur l'ensemble de la société, la bourgeoisie a recouvert la réalité même de la société capitaliste qu'elle impose : la domination de la concurrence économique et commerciale effrénée, de la propriété privée, le diktat de l'accumulation du capital, du profit, et, surtout son corollaire : l'exploitation maximale de l'immense majorité du corps social à travers l'appropriation de la force de travail de la classe productive des biens sociaux.

Si le "droit au travail" a un sens, ce droit est celui que la bourgeoisie s'est toujours arrogée de transformer des hommes en marchandises dont elle dispose au gré de ses intérêts.

Mais alors, s'écrieront certains, vous foulez aux pieds l'histoire ! Les prolétaires n'ont-ils pas acquis des droits ? Et l'action syndicale ? Et la législation du travail ? Oui, la classe ouvrière est amenée à lutter, à se défendre contre le capitalisme. Elle n'en a pas pour autant des "droits" à conquérir sous le capitalisme.

Certes, on ne saurait nier les acquis sociaux sous la pression, la poussée de la lutte de classe mais on a vu ceux-ci sans cesse remis en question, corrigés par la bourgeoisie. Seules ont été intégrées par le capitalisme les réformes qui ne contrecarraient pas directement l'accumulation capitaliste en fonction de son degré d'évolution. En retour, cette adaptation a toujours permis une nouvelle accentuation de l'exploitation. Ainsi, la réduction de la durée du travail a pu s'accomplir à travers le passage du capital d'une forme différente d'appropriation de la plus-value supposant un degré d'accumulation suffisant pour passer de l'allongement de la durée de travail de l'ouvrier à l'accroissement de la productivité du travail. L'arrêté promulguant l'interdiction du travail des enfants est notamment dû au développement du machinisme dans la production.

Toute l'évolution, l'adaptation de la législation du travail et des mesures sociales est liée, comme avec l'introduction du travail à la chaîne, à l'évolution même du capitalisme. Cela ne s'est pas traduit par un sort plus enviable pour les prolétaires mais par des cadences de plus en plus infernales pour eux, à travers l'exigence d'une "rentabilité" de plus en plus forte.

C'est pourquoi les luttes ouvrières ont un tout autre sens qu'une "lutte pour des réformes" ou "pour un droit au travail", un sens contraire à une activité syndicale aujourd'hui totalement intégrée au besoin essentiel du capital qui est de protéger d'une situation qui glisse toujours davantage vers l'explosion sociale. Au-delà des revendications matérielles qu'elles ont pu formuler, même si elles avaient pour origine la misère et la faim, la perspective ouverte par les luttes ouvrières et qui s'est forgée au cœur des luttes sanglantes depuis les insurgés parisiens de juin 1848, les canuts lyonnais, les communistes de 1871, à toujours été, non celle du "droit au travail" déjà dénoncé par Marx comme "un

contresens, un désir vain et pitoyable" introduit par la bourgeoisie, mais, ainsi que l'énonçait clairement le "Manifeste Communiste", celle de "l'abolition du salariat". Ces luttes sont l'expression d'une classe révolutionnaire porteuse d'un autre avenir, ayant pour charge historique d'abolir toute société de misère et d'exploitation. Présenter le travail salarié comme un "droit" n'est qu'une des pires manœuvres de la bourgeoisie pour tenter de nier d'une part l'exploitation contenue dans le capitalisme et d'autre part l'existence autonome d'une classe aux intérêts et aux projets absolument antagoniques à ceux de la bourgeoisie.

L'IMPOSSIBILITE DU "DROIT AU TRAVAIL"

Mais, en outre, le prolétaire ne peut jamais disposer de la garantie d'emploi de sa force de travail. Si "droit au travail" veut dire du travail pour tous, un emploi pour tous, c'est, là encore, une totale tentative de mystification entreprise par la classe dominante. Car cela, jamais le capitalisme n'a pu l'assumer, jamais il ne le pourra, et c'est d'autant plus vrai et évident à l'heure actuelle. Comme nous l'avons rappelé plus haut, l'insécurité permanente de l'emploi de sa force de travail fait partie de la condition même du prolétaire. Cela a toujours été un aspect inséparable de sa condition d'exploité.

Socialement réduit à l'état de marchandise, en aucune façon il ne dispose d'un pouvoir sur l'achat ou non de sa force de travail. Ceci est totalement dépendant du marché capitaliste. Des besoins du capitalisme, de ses lois, de sa logique, de son fonctionnement et, donc, de ses limites et de ses crises. Au siècle dernier, le prolétaire se retrouvait au chômage parce que les crises cycliques de restructuration du développement capitaliste, acculant à la faillite des milliers d'entreprises au fonctionnement trop archaïques, à l'équipement insuffisant pour faire face à la concurrence, projetaient soudainement sur le pavé des milliers de prolétaires et aussi parce que le capitalisme dans son essor avait besoin d'une "armée de réserve" disponible pour faire face à un nouvel élargissement de la production et à la modernisation de l'appareil productif tout en faisant exister une pression constante sur l'ensemble de la classe et sur les salaires ouvriers. Mais, aujourd'hui, on assiste à une généralisation du chômage sous toutes ses formes et ce fardeau de plus en plus lourd dans la société est une des expressions les plus nettes d'une économie décadente, en totale faillite. Il s'agit là d'un phénomène irréversible.

Non seulement le chômage est un élément chronique de la vie sociale, mais il apparaît ouvertement comme un phénomène de plus en plus massif imposé par une crise permanente du capitalisme. Comme sur les salaires, c'est sur les emplois que le capitalisme reporte en priorité les effets de sa crise. C'est l'ensemble de la condition ouvrière que la bourgeoisie attaque.

Il y a surproduction de main d'œuvre comme il y a surproduction de toutes les marchandises. La lutte à mort entre concurrents capitalistes atteint un tel degré qu'ils "sacrifient" physiquement leur prolétariat dans les guerres impérialistes qu'ils se livrent et qu'en temps de "paix", c'est le seul moyen de subsistance des prolétaires : le salaire et l'emploi même de leur force de travail qu'ils sacrifient. Ce n'est certes pas nouveau : il

faut se rappeler de l'ampleur du chômage dans les années 30, même si le souvenir en a été estompé parce que le phénomène a été "épongé" un temps par les massacres de la guerre mondiale.

La réalité fournit chaque jour des preuves accablantes -et cela à l'échelle mondiale- en ce qui concerne :

- d'une part, l'incapacité du capitalisme d'intégrer la majeure partie de nouveaux éléments sur le marché du travail, tant à travers l'accroissement de la misère dans les Etats les moins industrialisés qu'à travers la part de chômeurs que l'on trouve dans les couches les plus jeunes de la population des pays plus développés ;

- d'autre part, la montée du chômage qui est de plus en plus liée au cœur du prolétariat industriel, aussi bien dans les secteurs de plus forte concentration ouvrière (sidérurgie, textile, construction automobile, machines-outils...) qu'à travers l'ampleur que prend le chômage dans les centres de l'industrie capitaliste (plus de 9 millions de chômeurs officiels à l'intérieur de la CEE dans lequel se trouve 12 % de la population active de Grande-Bretagne alors qu'en France, les chiffres les plus récents font apparaître une augmentation de 27 % du nombre de chômeurs en un an mais aussi de 56 % aux Pays-Bas, de 49 % en RFA).

Ceci démontre le caractère irréversible de la situation. Face à cette réalité, la revendication du plein emploi, du "droit au travail" pour tous, pour dérisoire qu'elle apparaisse alors qu'en France un gouvernement de gauche présentant "la lutte contre le chômage" comme "la priorité des priorités" ne fait que jeter de la poudre aux yeux avec ses "tentatives de freiner l'aggravation du chômage" en reculant les échéances de nouveaux plans de licenciements qu'il ne manquera pas -comme ailleurs- de faire adopter tôt ou tard, n'a qu'une raison d'être. C'est celle de tenter d'isoler les problèmes du chômage de l'ensemble de la condition ouvrière alors que ce chômage est une réalité qui concentre en lui toute la misère et la précarité de la condition ouvrière. Cette revendication n'est pas qu'un pur mensonge, elle est un instrument de la bourgeoisie utilisé pour paralyser la lutte sociale contre un monde d'exploitation sans issue en maintenant le plus longtemps possible l'illusion dangereuse d'un capitalisme "réformable", sans contradictions explosives. La tâche des exploités au chômage et des exploités au travail est partout la même, ils ont la même lutte à mener : la destruction internationale du capitalisme.

On ne pourra connaître la fin du chômage qu'avec la fin de l'exploitation, la fin du capitalisme et de l'abomination du travail salarié.

Tristan/Y.D.

**lisez
notre brochure**



réunions publiques et publications du CCI

AIX EN PROVENCE

Permanence le 18 novembre de 19 h à 20 h au Café de "La Madeleine", place des Prêcheurs

BORDEAUX

Réunion publique le 28 novembre à 17 h au Café Victor Hugo (52, cours Victor-Hugo) sur le thème : "Le pacifisme, une arme pour la guerre".

CLERMONT-FERRAND

Réunion publique le vendredi 5 décembre à 20 h 30 à l'ancien lycée Blaise-Pascal sur le thème "Les pacifistes ne désarment que la classe ouvrière".

LILLE

Réunion publique le 21 novembre à 15 h 30, 23, rue Gosselet (MNE), sur le thème "Avec la gauche, toujours l'austérité ; une seule riposte: la lutte ouvrière".

LYON

Réunion publique le 20 novembre à 21 h au 3, rue Diderot, LYON 1er, sur le thème : "Les enseignements d'un an de lutte en Pologne".

Permanence le 4 novembre à 18 h au même endroit.

MARSEILLE

Réunion publique le 6 novembre à 21 h au 205, rue Ste.Cécile, 13005 MARSEILLE sur le thème : "Bilan d'un an de lutte en Pologne".

Permanence le 27 novembre, à l'"Artistic Bar", 4, cours Joseph Thierry, de 18 h à 19 h.

MONTPELLIER

Réunion publique le 14 novembre à 17 h, salle Lagerbe, 17 bis, rue Chaptal, sur le thème : "Les enseignements d'un an de luttes en Pologne".

Contact avec les diffuseurs de la presse le 2ème samedi du mois à la Place du Marché, de 10 h 30 à 12 h.

NANTES

Réunion publique le 21 novembre à 17 h au Centre Social des Bourderies, sur le thème "Les pacifistes ne désarment que la classe ouvrière".

Permanences : le dernier mercredi du mois à 20 h 30, au Bar de l'Hôtel de Ville, NANTES-CHATENAY.

Contact avec les diffuseurs de la presse le 2ème samedi du mois, au marché de la Petite Hollande, de 10 h 30 à 11 h 30.

PARIS

Réunion publique le 7 novembre à 17 h, au 27, avenue de Choisy, PARIS 13e, sur le thème : "Avec la gauche, toujours l'austérité ; une seule riposte: la lutte ouvrière".

Permanences tous les samedi sauf celui de la réunion publique, à 16 h, au même endroit.

ROUEN

Réunion publique le 21 novembre à 15 h à "La Halle aux Toiles", sur le thème : "Avec la gauche, toujours l'austérité ; une seule riposte : la lutte ouvrière".

SAINT-ETIENNE

Réunion publique le 19 décembre à 14 h 30 au "Centre Coligny", 19, rue E. Reclus, sur le thème : "Les pacifistes ne désarment que la classe ouvrière".

TOULOUSE

Réunion publique le 27 novembre à 21 h à la Cité Universitaire de l'Arsenal, bâtiment 2, sur le thème "Le pacifisme, une arme pour la guerre".

Permanences : tous les vendredi, sauf celui de la réunion publique, à 18 h 30, au Bar "Le Colbert", avenue de St-Exupéry, Pont des Demoiselles.

Contact avec les diffuseurs de la presse au marché, sur le boulevard (près de la place Jeanne d'Arc) les 2ème et 4ème dimanches du mois et au marché aux Pucés (St-Sernin) le 2ème dimanche du mois, de 11 h à 13 h.

pologne

(SUITE DE LA PAGE 3)

un an de lutte : une arme pour le prolétariat mondial

Autre vision répandue par les torchons de la classe dominante : "le grand apport des luttes en Pologne, c'est la création d'un syndicat libre et indépendant". Apport qui, en occident, peut se traduire par : non seulement les ouvriers n'ont obtenu qu'un allongement de queues devant les magasins, mais encore ils ont tant lutté pour obtenir un "syndicat", chose fort répandue à l'ouest et qui est loin d'enthousiasmer ceux qui en ont fait l'expérience pendant des générations.

Pour ceux qui ont la vision d'un aménagement possible de la condition ouvrière au sein du système économique en place, la lutte en Pologne n'a rien apporté. Elle a montré au contraire LE CARACTERE EPHEMERE DES VICTOIRES ECONOMIQUES : les "accords" jamais respectés, les mesures d'austérité qui tombent à la moindre accalmie, à la moindre perte de vigilance de la classe ouvrière.

MAIS POUR CEUX QUI CONSIDERENT LE MOUVEMENT EN POLOGNE COMME LE DEBUT D'UN MOUVEMENT PLUS LARGE, POUR CEUX QUI SE POSENT REELLEMENT LA QUESTION DE COMMENT EN FINIR AVEC CETTE VIE DE MISERE, ET QUI N'ONT PAS LES OEILLERES DES BOURGEOIS QUI CONSIDERENT LEUR SYSTEME D'EXPLOITATION COMME ETERNEL ET ABSOLU, LA LUTTE EN POLOGNE A APPORTE DES REPONSES A LEURS QUESTIONS QUI SONT PAR ELLES-MEMES UN ENCOURAGEMENT A SE BATTRE.

En Pologne même où "plus rien ne sera jamais comme avant", comme le disait un passant au "Nouvel Observateur", la classe ouvrière a appris une chose essentielle : sa force collective. Et même si le summum de cette force collective s'est situé en août 80, lorsque l'ensemble de la classe était active et non encore atomisée dans les structures syndicales, en un an, ce corps collectif a appris beaucoup de choses. Il a appris souvent en se faisant avoir, mais il a appris et continue à apprendre :

- sur l'église, qui a dû servir ouvertement de dernier rempart de secours quand l'Etat était désemparé, s'opposant aux grèves et dénégant l'irresponsabilité des travailleurs ;
- sur les impasses de la gestion nationale et de ses promesses. La dernière expérience étant "l'autogestion" de l'exploitation ;
- sur le syndicat, qui s'est révélé dans son rôle de pompier et de saboteur

et auquel les ouvriers ont dû s'affronter moins d'un an après sa création. Au delà d'un syndicat particulier mis en cause, cette expérience a montré qu'on ne pouvait incriminer seulement les "dirigeants" qui au départ étaient parmi les plus combattifs de la lutte. Elle pose la question syndicale dans son fond : pourquoi le syndicat n'est pas adapté à la lutte d'aujourd'hui ;

- sur la possibilité de s'organiser rapidement lorsque la grève en masse éclate. En août, les ouvriers n'ont pas eu besoin d'une organisation préalable pour se battre unis et conscients. Leur organisation a surgi en quelques jours, rassemblant les ouvriers du pays dans une décision commune émanant de la volonté de toutes les assemblées générales ;

- sur l'ampleur de la force de l'ennemi qu'elle affronte, capable de faire l'"union sacrée" à travers le rideau de fer pour éteindre l'incendie prolétaire ;

- sur les limites de son propre mouvement et sur la question de l'affrontement à l'Etat comme l'a montré son attitude décidée mais prudente face aux provocations. Les luttes en Pologne ont posé pour elles et pour l'ensemble du monde la question de la force de la classe et de la nécessité d'établir un rapport de forces international.

Ces leçons, ce n'est pas au seul prolétariat de Pologne qu'elles serviront. Dans tous les pays, les ouvriers se confrontent aux mêmes problèmes.

Dans les luttes de demain, on reparlera des cardinaux tremblants menaçant des foudres de Dieu ceux qui ne voulaient plus accepter leur condition. On reparlera des expériences de "prise en charge de la distribution" par les ouvriers en Pologne, qui n'ont rien à distribuer. On reparlera de la "fraternité" de la bourgeoisie d'Est et Ouest, contre les mouvements de la classe, alliant chantage et menace, contrôle et répression. On reparlera de l'attitude des ouvriers polonais face aux provocations, organisés pour l'affrontement s'ils le jugent nécessaire, mais se réservant à eux le choix d'évaluer le moment. On reparlera enfin de ce syndicat, qui, bien que n'ayant pas au départ une "direction pourrie", s'est mis, si vite et si "naturellement" au service de l'Etat comme dans tous les pays du monde.

On pourra reparler du porte-parole du comité de grève de Gdynia, en août 80, le chantier naval proche de Gdansk, secteur qui a montré le plus de combativité et de conscience de l'unité de

INTERNATIONALISME

BP 13
Bruxelles 31
1060 Bruxelles

ACCION PROLETARIA

écrire
à l'adresse de RI.



IR
BOX 21 106, 10031 Stockholm-Suède.

WORLD REVOLUTION!

BM Box 869
LONDON WC 1 N, 3 XX

Rivoluzione Internazionale

CP 469
80100 Napoli (Italie)

WORLD REVOLUTIE

Postbus 11 549
1001 GM AMSTERDAM

Internacionalismo

Apartado 20674
Caracas 1020-A (Venezuela)

WELTREVOLUTION

Ecrire
autre mention :
Postfach 410306
5000 Köln 41

Internationalism

PO Box 961
Manhattan Station
365, West 125 St;
New York, N.Y. 10027 (USA);

Révolution Internationale

Nouvelle adresse postale :
Indiquer impérativement :
RI
BP 581
75 027 Paris Cedex 01

lisez la

Courant Communiste International Revue Internationale/27

- UN AN DE LUTTES OUVRIERES EN POLOGNE
- LUTTE DE CLASSE EN EUROPE DE L'EST (1920-1970)
- NOTES SUR LA GREVE DE MASSE
- CRITIQUE DE "LENINE PHILOSOPHE" DE PANNEKOEK (Internationalisme 48)
- CONTRE LA GUERRE PEROU-EQUATEUR (correspondance internationale)

COURRIER

NOUS ATTENDONS DE CEUX QUI NOUS LISENT DES LETTRES, DES TEXTES OU ILS EXPRIMENT LEURS REACTIONS, LEUR OPINION SUR NOTRE INTERVENTION, SUR TOUS LES PROBLEMES QUE SOULEVE LA LUTTE DE LA CLASSE AUJOURD'HUI.

EN CETTE PERIODE ENCORE TROUBLE OU MURIT LA FORCE QUI VA BOULEVERSER L'HUMANITE, LA DISCUSSION EST UNE NECESSITE VITALE.

DANS CE BUT, NOUS AVONS OUVERT NOTRE JOURNAL A UN COURRIER DU LECTEUR OU NOUS PUBLIONS CES CONTRIBUTIONS, AVEC NOTRE REPONSE.

la classe, de cet ouvrier combattif (Andrzej Kolodziej) qui a refusé d'être candidat aux premières élections du syndicat, parce qu'il y voyait "les premiers signes d'une institutionnalisation du mouvement". De tous ces points de vue-là, l'année de lutte en Pologne apporte et apportera beaucoup à la lutte des ouvriers du monde entier.

Comment penser en occident que les "nationalisations" sont un remède à la crise, quand on a vu le degré de misère auquel doit réagir la classe de ces pays entièrement nationalisés ?

Comment penser au bloc russe en termes de "l'ennemi menaçant" quand on sait que des ouvriers s'y battent pour des raisons de survie que comprennent dans leur chair des ouvriers dans le monde entier ?

Comment penser aussi au bloc russe comme "l'image du socialisme" quand on y voit la lutte de classe : cette image stalinienne qui a servi pendant des années de contre-révolution à écœurer les ouvriers du communisme, a vécu.

LA POLOGNE A MARQUE UN PAS DECISIF EN OUVRANT LA PORTE ENTRE L'EST ET L'OUEST : C'EST DE L'INTERACTION DES LUTTES ENTRE CES DEUX PARTIES DU MONDE QUE PEUT SE FAIRE LA CLARIFICATION PROFONDE DES BUTS ET DES POSSIBILITES DU MOUVEMENT OUVRIER.

La bourgeoisie raconte l'histoire à sa façon. La classe ouvrière a commencé à la réécrire en Pologne d'une autre façon.

D.N.

brochures

- LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE (5 F)
- NATION OU CLASSE (4 F)
- PLATE-FORME DE REVOLUTION INTERNATIONALE (4 F)
- RUPTURE AVEC LUTTE OUVRIERE ET LE TROSKYSME (10 F)
- ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE (4 F)
- LA DECADENCE DU CAPITALISME (10F)
- NOUVEAU :
- LE TROSKYSME (6 F)
- SUR LA POLOGNE (4 F.)
- L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION (12 F).

abonnements

ABONNEMENTS COUPLES
12 numéros du journal et 4 numéros de la Revue Internationale :
FRANCE 85 F ETRANGER 90 F PAR AVION 110 F

ABONNEMENTS SIMPLES
12 numéros du journal :
FRANCE 50 F ETRANGER 55 F PAR AVION 70 F

ENVOIS SOUS PLIS FERMES :
ABONNEMENTS COUPLES
FRANCE 100 F ETRANGER 110 F PAR AVION 130 F

ABONNEMENTS SIMPLES
FRANCE 60 F ETRANGER 70 F PAR AVION 90 F

Abonnements et versements à :
R.I. CCP 2023302 X PARIS

mitterrand-reagan

(SUITE DE LA PAGE 2)

- "plus de liberté" pour les "peuples opprimés" : s'ils doivent crever de faim, au moins qu'ils crèvent libres, mais, surtout, qu'ils ne se révoltent pas.

Voilà quelle est l'opposition de Mitterrand à Reagan : une opposition de façade.

Le rôle que joue dans chaque pays la gauche dans l'opposition pour dévoyer les luttes et permettre aux gouvernements de faire passer leur politique dure, Mitterrand le joue à l'échelle du bloc par rapport à Reagan. Et si Mitterrand le fait par rapport au premier objectif du bloc : la question sociale, d'autres forces de gauche en Europe le font par rapport au deuxième objectif : la guerre. Ce sont les grandes campagnes pacifistes auxquelles on assiste aujourd'hui à Bonn, Amsterdam, Rome et Paris (voir article sur le pacifisme dans ce numéro).

Tout cela ne reflète qu'un partage des tâches au sein de la bourgeoisie occidentale dans laquelle Mitterrand a trouvé sa juste place. Et les grandes phrases sur "la paix" et "la liberté" ne sont qu'un moyen pour faire appliquer la seule politique "raisonnable" pour elle : la répression et la guerre.

J.E.

la vision bourgeoise de l'internationalisme prolétarien

□ Les trotskystes disposent d'un arsenal théorique impressionnant. Ils se réclament de la révolution d'octobre 17, du parti bolchevik et de la troisième internationale ; ils font référence au mouvement ouvrier passé ; ils se disent révolutionnaires et internationalistes. Au delà de ces références historiques, en réalité, la politique trotskyste se trouve être un appendice indispensable de la politique bourgeoise en général. De la "solidarité internationale contre la guerre" à la "solidarité avec la Pologne", les trotskystes aident au renforcement de la bourgeoisie en développant une vision à cent pour cent bourgeoise d'un soi-disant internationalisme.

face à la question du pacifisme

En ce qui concerne la lutte contre la guerre, il est clair que les trotskystes ont depuis longtemps choisi leur camp : durant la seconde guerre mondiale, ils appelaient à la défense de la "patrie socialiste" (l'URSS) aujourd'hui ils disent que "la responsabilité première de la course aux armements revient à l'impérialisme US" ("Rouge" n°983). Dans les années 60, ils défendaient les luttes de libération nationales, qui aujourd'hui, apparaissent clairement comme des moments de la lutte inter-impérialistes.

Est-ce que l'internationalisme, c'est choisir un camp impérialiste contre un autre ? Assurément non. "Choisir son camp", c'est se situer d'emblée sur le terrain du capitalisme, sur le terrain de la division entre pays concurrents, entre blocs impérialistes concurrents : c'est appeler les ouvriers à soutenir telle ou telle bourgeoisie, C'EST SE SITUER DANS LA LOGIQUE MEME DE LA GUERRE, C'EST SOUTENIR LA GUERRE PUISQU'IL Y AURAIT UNE CAUSE JUSTE A Y DEFENDRE. Quelle différence avec les stalinien qui font de "l'internationalisme prolétarien"... en envahissant l'Afghanistan ! Si on appelle les ouvriers à choisir tel ou tel camp, on les livre pieds et poings liés à la guerre. Le véritable internationalisme se situe sur le terrain de la lutte de classe : il n'y a pas d'ennemi n°1 et n°2 pour le prolé-

riat. Son seul ennemi est la bourgeoisie dans son ensemble, qu'elle soit nationale ou "étrangère". Son seul terrain de classe est la lutte contre ce système qui engendre les guerres et la misère. IL N'Y A PAS DE PARTIE POUR LES OUVRIERS. Ce mot d'ordre reste éminemment vrai aujourd'hui. C'est la même démarche nationaliste qui anime les trotskystes quand ils participent au "mouvement pour la paix et le désarmement". Avec tous les hommes de bonne volonté, avec tous les démocrates, ils accèdent à deux idées : la première, qu'il pourrait y avoir un "capitalisme pacifique".

La deuxième, c'est que n'importe qui, toutes classes confondues, la "population" pourrait développer l'internationalisme à travers ces "marches pour la paix" que l'on a vu se développer en Europe du Nord.

L'internationalisme ne peut pas se développer sur un but impossible : l'union internationale des exploités ne peut se faire pour une utopie : lutter pour un capitalisme sans guerre est impossible, car aujourd'hui sa survie ne dépend que de la guerre (voir brochure sur la décadence).

L'internationalisme ne peut se développer sur la base du "peuple", de la "population". Il ne peut se développer qu'à partir de la lutte de ceux qui PEUVENT concevoir et mener la lutte contre le capitalisme lui-même : la classe ouvrière, qui EST une classe internationale.

face à la solidarité

avec les ouvriers polonais

C'est dans le même registre nationaliste que se situe la solidarité avec la Pologne.

"Le mouvement ouvrier international est devant un choix décisif : soit il reste passif (...), soit il s'engage résolument aux côtés de la révolution polonaise. Ce qui implique plus que jamais de développer les liens entre ses structures syndicales et celles de Solidarité, d'affirmer et de défendre le droit des travailleurs polonais à construire le socialisme conforme à leurs aspirations." ("Rouge", n°981).

D'abord, balayons toute équivoque : ce que les trotskystes appellent le "mouvement ouvrier international", ce sont les PC, les PS et les syndicats. Ils ne peuvent donc que proposer le développement des liens à travers les syndicats.

"C'est dans l'unité que les syndicats européens doivent exiger un moratoire immédiat de toute dette extérieure de la Pologne et l'octroi inconditionnel d'une aide alimentaire". "L'enjeu est d'éviter que la jeune révolution polonaise soit étouffée par la famine." (Rouge n°981)

"La venue de Walesa sera, avec d'autres initiatives, un point d'appui pour le développement en France d'une vaste campagne de soutien aux travailleurs polonais et à leur organisation Solidarité." (Rouge, n°982)

Ces mêmes syndicats dont la seule raison d'être se trouve dans la défense de la nation, dans l'attachement des ouvriers aux intérêts nationalistes, donc, dans la mise en concurrence de ceux-ci par rapport à ceux-là. Comment une réelle solidarité prolétarienne peut-elle passer à travers de tels organes ? Elle ne le peut pas, c'est bien une solidarité bourgeoise qui s'exprime dans les liens entre syndicats, une solidarité de conseils sur la manière de tromper les ouvriers, sur la manière d'enrayer les luttes.

La "solidarité matérielle, l'envoi de machines, les comités de soutien" que demandent les trotskystes ne sont en fait qu'un soutien au syndicat dont le but n'est pas d'émanciper la classe ouvrière, mais de l'attacher au char de l'Etat.

Aujourd'hui, on ne peut concevoir la solidarité comme au siècle passé. Au 19ème siècle, le mouvement ouvrier avait pour but ultime et lointain la révolution, et pour tâches présentes l'obtention de réformes au sein du système. Il était nécessaire de constituer des syndicats, des coopératives, pour aider financièrement, matériellement, les grèves. Il était possible de créer un rapport de forces temporaire face à un patron particulier ou à un Etat particulier.

Aujourd'hui, les conditions ont changé. Contrairement à ce qu'affirment les trotskystes, qui proposent des "tâches de réformes graduelles" au prolétariat, différentes selon la "nature" de tel ou tel Etat, ou de tel ou tel bloc, les luttes en Pologne ont montré :

-l'impossibilité de réformer quoi que ce soit dans un système en faillite totale. -que ce n'est pas tel ou tel patron, tel ou tel Etat, ni même la bourgeoisie de tel ou tel bloc que le prolétariat doit affronter, mais d'emblée la bourgeoisie internationale.

Ce qu'ont mis en évidence les luttes en Pologne, c'est la nécessité d'internationaliser les luttes pour créer un rapport de forces en faveur du prolétariat : car il ne s'agit plus de "tenir" en tant que tel, parce que "tenir" en restant isolé signifie l'échec inéluctable.

C'est pourquoi la réelle et unique solidarité des ouvriers envers leurs frères de Pologne ne peut être que la prise en main de leurs luttes par les ouvriers et l'extension de ces luttes la plus large possible.

Les voies révolutionnaires de l'internationalisme prolétarien et de la solidarité ouvrière se trouvent à l'opposé de ce que les trotskystes proposent au prolétariat.

A travers sa vision mensongère de l'internationalisme et de la solidarité, le trotskysme, appendice radical de la bourgeoisie, ne cherche qu'à entraîner le prolétariat vers la voie opposée à la révolution : la guerre.

P.F.

LISEZ NOTRE BROCHURE

Courant Communiste International

LE TROTSKYSME

LES ERREURS FATALES DE TROTSKY

LA DEFENSE DE L'URSS CAPITALISTE

LA PARTICIPATION A LA GUERRE

LE RÔLE ANTI-OUVRIER DES TROTSKYSTES

RECUEIL D'ARTICLES



REVOLUTION INTERNATIONALE est la publication en France du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

Nos Positions:

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

● Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie. La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

● La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

● La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

● Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

● Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

● A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

● Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

● Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

● Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

● Les "luttes de libération nationa-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

● Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

● NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.